1

(Nº 256.)

Chambre des Représentans.

Séance du 28 Mai 1836.

www

RAPPORT fait par M. Eug. Desmet, au nom de la Commission des Naturalisations, sur la requête du sieur C. Godechaux.

Messieurs,

Par requête du 15 avril 1833, et renouvelée le 1º novembre 1835, le sieur C. Godechaux, juge-suppléant au tribunal d'Arlon, demande la naturalisation ordinaire.

Le sieur Godechaux est né le 28 avril 1807, à Thionville (France), de parens d'origine française, mais il habite la Belgique depuis son enfance. Ses parens avaient un établissement de commerce à Luxembourg avant l'époque de sa naissance (depuis 1798), au point, comme il conste des renseignemens, que la plupart des Luxembourgeois, ignorant que ceux-ci eussent leur domicile à Thionville en 1807, ont toujours considéré le suppléant comme leur concitoyen. A l'époque de la révolution, il a abandonné Luxembourg pour venir s'établir à Arlon, où il a été nommé avoué près le tribunal, et ensuite juge-suppléant.

Il expose que s'il n'a pas fait en temps utile la déclaration prescrite par l'article 133 de la Constitution, c'est qu'il pensait que l'article 8, § 2 de l'ancienne Loi fondamentale lui avait donné la qualité de Belge; mais qu'ayant appris après qu'il s'était trompé, il vient profiter du bénéfice de la loi du 27 septembre dernier, qui l'autorise à demander d'être naturalisé.

Des renseignemens donnés au Ministère de la justice par les autorités locales, il conste que la conduite civile, politique et privée du pétitionnaire a toujours été des plus recommandables, et qu'il n'a cessé de donner des preuves non équivoques de son attachement à l'ordre actuel des choses.

Le Rapporteur,

Euc. DESMET.

Le Président,

MILCAMPS.